

observations à ce sujet. Il est vrai qu'une grande crise sévit dans le pays et dans toutes les autres parties du monde. Cela a été constaté par tous les commerçants depuis deux ans. Mais je crois que entre tous les pays du monde, il n'en est pas un seul qui ait souffert de cette crise moins que le Canada. Comme preuve de cela je demanderai à tout homme de bon sens d'examiner le résultat de l'emprunt fait par l'honorable ministre des Finances, l'année dernière. Ça été une des plus heureuses opérations financières qui aient jamais été exécutées en faveur du Canada, et cela à une époque de crise. Et d'où provenait son succès ? Son succès provenait de ce que la population d'Angleterre avait confiance dans le Canada, avait confiance dans nos ressources et dans notre population. Ils sont au courant de ce que nous avons fait dans un court espace de temps et ils sont prêts et disposés à nous prêter l'appui que nous leur avons prouvé mériter de leur part.

La question commerciale est indéniablement une question très importante, et des faits d'une grande portée s'y rattachent. On nous dit que la crise est due au fait que nous sommes soumis à un régime de protection. Mais si nous évoquons le temps où l'honorable Edward Blake était le chef de l'opposition au Canada, nous verrons parfaitement bien qu'il distribua une lettre circulaire aux manufacturiers canadiens, déclarant que si son parti arrivait au pouvoir, ils ne modifieraient pas la politique en vigueur alors.

Nous savons très bien que sir Charles Tupper, étant ministre des Finances, dans l'enceinte de cette chambre, félicita M. Blake de l'expression de ces idées, vu que c'était la preuve qu'il comprenait lui-même qu'il était désirable de continuer le mode de protection, au Canada. Mais, M. l'Orateur, pour se tirer de ce pas, nos amis de l'opposition ont proposé divers moyens de prélever des revenus dans le but de voir si un de ces moyens réussirait à capter l'opinion publique en leur faveur. Ce fut d'abord la réciprocité illimitée; vint ensuite, l'union commerciale: en troisième lieu, survint le libre-échange continental. Chacun de ces projets fut exposé et préconisé du mieux qu'ils ont pu le faire; et quoiqu'ils y aient mis toute l'ardeur, l'éloquence et l'érudition qu'ils possédaient, toutefois, ils n'ont pas réussi à les faire accepter par le pays. Pourquoi ? Parce que le peuple n'avait pas confiance en ces moyens; ces messieurs n'avaient pas démontré que ces moyens seraient avantageux pour le pays; nos hommes de finances et le public en général ont refusé d'accepter ces moyens, et comme conséquence, le parti conservateur est aujourd'hui au pouvoir, non seulement avec la confiance de cette Chambre mais avec celle de tout le pays.

Peu de temps après, il se réunirent en convention, ici, à Ottawa, ce qui fut l'occasion d'une réunion d'un bon nombre d'hommes distingués. Je sais parfaitement bien qu'il existe de bons, de sérieux et de distingués libéraux dans le pays; il se trouve dans les rangs de ce parti, des hommes qui ont à cœur le progrès du pays autant que celui de leur parti. Mais ils font défaut dans leur diagnostic, ils ne saisissent pas exactement la position, ou s'ils la saisissent bien, on pourrait leur appliquer les paroles suivantes :

"Convince a man against his will
He's of the same opinion still."

Que s'est-il passé à cette convention ? L'honorable chef de l'opposition nous a parlé en ces
Sir JAMES GRANT.

termes : "Je m'adresserai à la mère-patrie et non aux Etats-Unis pour trouver un exemple." Puis, dans son discours de Winnipeg, il dit : "Nous ne céderons pas d'un iota tant que nous n'aurons pas réussi à appliquer le système du tarif anglais." Et ensuite, dans son discours de Saint-Thomas : "Nous ne laisserons aucune trace de protection; tout vestige de protection devra disparaître du sol canadien." Voici maintenant qu'il nous dit "qu'il s'adressera à la mère-patrie et non aux Etats-Unis pour trouver un exemple." Eh bien ! M. l'Orateur, si nous consultons l'histoire de la mère-patrie, qu'y voyons-nous ? Durant les deux derniers mois, lorsqu'il y avait une élection générale en perspective, nous avons vu des gens parlant dans des assemblées dans diverses parties du Canada, prêchant le libre-échange et les bas prix. Telle était leur devise. Qu'ont produit le libre-échange et les bas prix ? En repassant l'histoire d'Angleterre que voyons-nous ? Nous voyons que depuis 1889, elle a perdu plus de 60 millions de louis sterling, comme exportation. Présentement, il y a 3,000,000 d'acres de terre en moins sous culture qu'il n'y en avait alors. Après cinquante ans de libre-échange, la population de l'Angleterre demande maintenant à grands cris la protection dans presque toutes les parties de ce pays. Le très honorable M. Chaplin, ministre de l'Agriculture dans l'administration de lord Salisbury, disait, en février dernier, en parlant à la Chambre des Communes (Angleterre), qu'ils traversaient une des crises les plus sérieuses pour l'agriculture qu'on ait jamais connue en Angleterre. Le même jour, M. Balfour appuya cette opinion et déclara que, présentement, l'Angleterre passait par une crise agricole, commerciale et financière comme il n'en a pas existé depuis le commencement du siècle, et il en fait remonter la cause entièrement au bon marché résultant de la protection. Et pourquoi ? Parce que les produits de presque tous les autres pays entrent en Angleterre sans payer de droits additionnels, de sorte que la population agricole ne peut gagner convenablement sa vie par la vente de ses produits, en concurrence avec la production en surplus des autres parties du monde. Or, je demanderai à n'importe quel homme de bon sens : comment un cultivateur du Canada pourrait-il être en faveur du bon marché, lorsque, vu le tarif protecteur des Etats-Unis et d'autres pays, il ne peut vendre ses produits sur les marchés de ces pays, et lorsque, sur le seul marché qui lui est ouvert—le marché d'Angleterre—il lui faut encore lutter contre le plus bas prix ?

Voici que le *Witness*, de Montréal, entre en campagne, à son tour, disant : "Si vous adoptez le libre-échange, vous aurez au Canada une quantité plus considérable d'objets manufacturés. Il est vrai qu'il nous vient des articles manufacturés des Etats-Unis; nous pourrions les faire venir d'Europe, et, en conséquence, nos marchés se trouveraient étouffés; nos manufacturiers se trouveraient obligés de fermer boutique, et des milliers de personnes manqueraient d'emploi."

"Nous ne céderons pas d'un iota tant que nous n'aurons pas réussi à appliquer le système du tarif anglais," nous dit M. Laurier. Si nous appliquons le système du tarif anglais, les cultivateurs canadiens pourront-ils davantage appuyer un parti opposé à la protection, préconisant une politique qui réduirait le prix de leurs denrées, à ce point que leurs meilleurs clients, le plus sûr de leur commerce leur seraient enlevés, leurs moyens de revenu